

# « Écoutons la société civile et laissons le politique décider »

Le ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, qui préside le conseil des ministres européens jusqu'au 31 décembre, estime, dans un entretien au Monde, que

« L'Europe n'est pas la seule à souffrir de cette crise du politique qui touche, individuellement, tous les gouvernements européens ».

« Comment analysez-vous le phénomène du "déficit démocratique" ?

– J'observe que les citoyens européens choisissent spontanément des porte-parole de mouvements qui, institutionnellement, ne représentent qu'eux-mêmes, mais qui ont en commun de porter en bandoulière la solidarité, la générosité et l'humain, parce que le "politique" n'est plus porteur de telles valeurs. L'Europe n'est d'ailleurs pas la seule à souffrir de cette crise du politique, qui touche, individuellement, tous les gouvernements européens. Je crois qu'il faut recréer un espace de débat authentique. Les citoyens ont le sentiment que le consensus, c'est-à-dire l'arrangement en catimini, vient avant le débat contradictoire, et que, dès lors, on les a privés de ce qui est le propre de la démocratie et de la liberté : la possibilité de prendre parti.

– C'est ce qui s'est passé pour l'élargissement ?

– Oui, on aurait dû débattre publiquement du principe de l'élargissement. On aurait ainsi appris aux gens que l'élargissement, c'est notamment consacrer les choix politiques de la solidarité, de la paix, de la stabilité politique, de la démocratie et des droits de l'homme, et que c'est aussi créer un marché tellement grand que l'organisation de ce marché est un véritable levier qui peut contraindre les autres marchés à domestiquer, avec nous, la mondialisation. Etant donné que nous n'avons pas fait preuve de pédagogie, l'élargissement est apparu comme une décision arbitraire. De plus, une partie de l'opinion a compris que certains gouvernements étaient favorables à l'élargissement pour mieux freiner l'approfondissement de l'intégration européenne. Or aujourd'hui, à ce défaut d'écoute de la société, on ajoute ce que j'appellerai des "signes extérieurs de mépris" ou d'élitisme. En clair : la technocratie européenne qui étale ses privilèges, comme ces fonctionnaires européens qui ne paient pas d'impôts... Mais la presse a aussi sa responsabilité, parce qu'elle a toujours tendance à mettre l'accent sur ce qui ne va pas...

– Vieux débat...

– Oui, mais elle a aussi un devoir d'impertinence et d'équité. Un exemple : aujourd'hui, les médias se gardent de critiquer les organisations non gouvernementales : or c'est un phénomène totalement irresponsable, qui manque complètement de transparence et de représentativité, c'est un "corpus" qui ne représente souvent que lui-même, qui a la prétention d'avoir le monopole de la bonne conscience, qui ne doit de comptes à personne, bref, des gens intouchables. Je respecte les ONG, mais je n'entends jamais un journaliste poser de questions à leur sujet : comment contrôle-t-on leurs finances ? A quoi sert l'argent ? Pourquoi, quand vous êtes à Pristina (Kosovo), vous trébuchez littérale-



LOUIS MICHEL

ment sur les Toyota 4 x 4, qui coûtent très cher, avec au volant des espèces de boy-scouts attardés qui jouent à l'homme sérieux mais n'aident pas vraiment ? Pourquoi cette loi du silence ? Parce que c'est la "société civile", réputée parfaite, qui a le monopole de la bonne conscience, qui ne profite pas, qui n'est pas malhonnête ? Or il est évident qu'elle fait tout cela. Au nom d'une sorte de terrorisme moral, on a en fait pris le "politique" en otage. Or a laissé croire à l'opinion que tout ce que ces gens-là font, c'est bien, alors que ce que font les hommes politiques est mal.

**« Je respecte les ONG (...), mais elles n'ont pas le monopole de la bonne conscience et manquent complètement de transparence et de représentativité »**

– Vous accordez cependant une forte légitimité à la société civile dans le débat sur l'Europe...

– Consulter, écouter, se concerter, ce n'est pas décider. La décision, c'est de l'ordre du "politique", qui est investi, représentatif et élu. Je ne reconnais pas à la société civile le droit de prendre des décisions. Seulement celui de participer à l'information avant la décision. Celle-ci doit dire ce qu'elle souhaite, exprimer ses rêves, mais pas décider. Sinon vous remettez tout en cause. Ce débat européen doit être comme un système de "percolation" : vous avez une grande enceinte où toutes les idées, les avis, les critiques, les propositions sont les bienvenus. Le résultat de ce forum aboutira à une "convention" qui peut élaborer des options. La convention est elle-même constituée du Parlement européen, des Parlements nationaux, de la Commission européenne et du Conseil des ministres.

– La forte tradition européenne de la Belgique est à vocation fédérale. Comptez-vous pousser vos partenaires dans cette direction ?

– Je refuse de me laisser entraî-

ner dans la liturgie sémantique. La construction européenne a un nom : c'est l'Union européenne. Je ne suis pas sûr qu'il faille chercher des terminologies neuves. Ce qui m'importe, ce sont les objectifs. De quels objectifs a-t-on besoin pour rendre les citoyens européens plus sûrs de leur avenir, pour leur donner plus de prospérité, plus de droits, plus de bonheur ? Savoir s'il s'agit d'une "fédération d'États-nations", d'une "fédération" ou d'une "confédération", c'est se perdre en débats inutiles et futiles. Si nous continuons dans cette voie, les gens vont finir par croire que nous sommes devenus fous. Parce que l'opinion publique n'est pas concernée par ce débat : elle s'en "tamponne" de savoir quel nom cela prendra ! Personnellement, je suis fédéraliste européen, mais je ne vois pas pourquoi il faudrait parler de "fédération d'États-nations", une formule d'ailleurs parfaitement contradictoire, et intellectuellement cynique.

– A Göteborg, lors du dernier sommet européen qui se tenait en Suède après le "non" des Irlandais au traité de Nice, tout ce que les quinze ont trouvé à dire, c'est de prononcer une sorte de diklat sur le mode : "l'élargissement est irréversible"...

– C'est vrai. On n'a pas rappelé aux Irlandais ce que leur avait valu, en espèces sonnantes et trébuchantes et en bien-être, l'apport de l'Europe. Peut-être aurait-il fallu leur dire que voter contre la ratification, c'était peut-être un acte d'ingratitude ! Un peuple, c'est comme un être humain : il faut parfois lui rappeler certaines vérités. Ensuite, il y a quand même dans cette affaire un problème démocratique : est-ce qu'un pays qui ne ratifie pas a le droit de bloquer l'avance de tous les autres ? Il faut réfléchir pour se protéger contre cela.

– Faute d'avoir une véritable politique étrangère, l'Europe a des "actions communes". Avez-vous une méthode pour dépasser ce blocage ?

– Je ne suis que partiellement d'accord. Outre que nous avons largement le potentiel nécessaire pour avoir une politique extérieure commune, celle-ci commence à s'affirmer : on le voit avec la place de plus en plus grande que prend Javier Solana [M. PESC, haut-représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité commune] – et que, j'espère, on lui laissera accroître – qui projette l'affirmation d'une politique extérieure de l'Europe, même si c'est encore parfois de façon virtuelle. Il y a deux ans, je n'aurais pas parié un kopeck sur la capacité de l'Union européenne (UE) à parler d'une seule voix au Proche-Orient, dans les Balkans, et peut-être demain en Afrique, en Amérique latine et en Asie. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

Le Monde

21/7/01

p. 3.